**Thème N°1 - La coordination des décisions économiques par l’échange** **E1T1ST11**

|  |  |
| --- | --- |
| * 1. L’échange sur les marchés  1. Le prix et les décisions des agents économiques 2. La monnaie dans l’échange 3. L’état et le fonctionnement du marché | |
| Contenus/ Objectifs | Compétences |
| ◆Repérer la place centrale du marché dans le système économique et dans la détermination du prix à partir d’exemples de marché réels.  ◆Analyser le rôle de la monnaie en tant qu’intermédiaire de l’échange sur les marchés. (Quantité : M3 Qualité : Stabilité)  ◆Repérer la nécessaire intervention de l’État sur le marché (p/r concurrence) | ◆Analyser l’influence du prix sur les décisions des AE (décision : coût/avantage/risque)  ◆Expliquer les variations de l’O et de la D sur un marché  ◆Identifier et analyser des dysfonctionnements et des défaillances sur un marché  ◆Analyser les effets de la quantité et de la qualité de la monnaie sur les décisions des AE |
| PRE-REQUIS BAC PRO | |
| 5-1 La notion de marché  Le marché et le principe de la concurrence  Les structures, la diversité et le fonctionnement des marchés | Champ des connaissances  La notion d’économie de marché  Les composantes du marché  Les mécanismes de concurrence  La notion de structure de marché  Le marché de concurrence, le monopole, l’oligopole  La notion d’équilibre de marché  Le mécanisme de la fixation des prix sur le marché  L’internationalisation des marchés  Indications complémentaires  Les échanges de la richesse s’opèrent sur des marchés dont beaucoup ont aujourd’hui une dimension internationale. Le fonctionnement du marché est encadré par des institutions, c'est-à-dire par des règles et des principes consacrés par le droit (droit de propriété, liberté contractuelle), mis en œuvre par des organisations ou des autorités de régulation. Le marché obéit au principe de concurrence, libre et non faussée, dans le cadre de l’Union Européenne.  La présentation du fonctionnement réel du marché doit être privilégiée, à partir d’exemples concrets. La présentation théorique du modèle de la concurrence pure et parfaite n’est pas traitée. Il faut montrer que le fonctionnement du marché national est également influencé par des règles issues d’organisations internationales telles que l’Union Européenne et l’OMC.  La structure des marchés est déterminée par le nombre d’offreurs et de demandeurs pour un même bien économique, ce qui précise l’intensité de la concurrence. À partir d’exemples concrets on distingue divers niveaux de concentration ou de concurrence sur plusieurs marchés de biens ou de services, et leur impact sur le niveau de prix.  Les échanges de biens et de services s’effectuent sur des marchés spécifiques dont il convient de présenter une typologie générale. Les marchés ne sont pas homogènes. On relève que les règles de détermination du prix d’équilibre sont parfois limitées par la nature des biens ou services échangés, et que l’adaptation de l’offre à la demande entraîne une modification du niveau des prix, montrant parfois des déséquilibres, conjoncturels ou durables, spécifiques à chaque marché |
| 6 - 1 La régulation du marché par le droit | Champ de connaissances  La réglementation de la concurrence  Le contrôle des concentrations |

**Thème N°1 - La coordination des décisions économiques par l’échange** **E1T1ST12**

|  |  |
| --- | --- |
| * 1. La dimension internationale de l’échange  1. L’ouverture des économies 2. Les fondements de l’échange international | |
| Contenus/ Objectifs | Compétences |
| ◆Analyser les indicateurs qui permettent d’apprécier le degré d’ouverture  (Cas de la France : par secteurs/produits) et comparer ce degré d’ouverture à celui d’autres économies.  ◆Présenter la nécessité du change lors de l’échange international et son influence sur les décisions des AE  ◆Justifier les échanges internationaux  ◆Interpréter les échanges extérieurs comme résultats des décisions économiques en faisant référence aux auteurs | ◆Apprécier le degré d’ouverture d’une économie ou de secteurs.  ◆Interpréter le solde de la BTC  ◆Identifier les influences du taux de change sur la décision des AE  ◆Analyser les flux internationaux de B et de S. |
| PRE-REQUIS BAC PRO | |
| 5-1 La notion de marché | Champ de connaissance :  L’internationalisation des marchés  Indications complémentaires  Sur le marché international, on montre que l’échange se justifie par l’intérêt qu’y trouvent les coéchangistes, compte tenu de l’inégale répartition spatiale des ressources et des savoir-faire : le commerce international permet de s’approvisionner en biens non disponibles sur le territoire national, ou dont la qualité et le coût sont différents de ceux des biens que l’on peut y trouver. Les théories du commerce international ne sont pas traitées. |

**Thème N°2 - La création de richesses et la croissance économique** **E1T2ST21**

|  |  |
| --- | --- |
| 2.1 Les finalités de la croissance  1. L’amélioration du niveau de vie  2. Le développement économique  3. Le développement durable | |
| Contenus/ Objectifs | Compétences |
| ◆Établir le lien entre la croissance et l’accroissement du niveau de vie  ◆Distinguer la croissance du  développement et en montrer la corrélation  ◆Montrer les enjeux de la pérennité du développement | ◆Apprécier la situation d’un pays ou d’une région en termes de niveau de vie et de développement.  ◆Analyser les politiques de développement durable mises en place par les pouvoirs publics  ◆Analyser l’influence du développement durable sur les processus de décision des AE |
| PRE-REQUIS BAC PRO | |
| 4 – 3 La croissance et le développement économiques  La croissance économique et ses indicateurs  Le développement durable | Champ de connaissances  Les finalités de la croissance  Le niveau de vie  La notion de pouvoir d’achat  Le PIB comme indicateur de la croissance économique et ses limites  La notion de développement  Les indicateurs de développement (IDH)  La durabilité du développement  Indications complémentaires  La croissance de l’entreprise est étudiée comme préalable à celle de la croissance économique. À partir de sa mesure, on indique les principales modalités de la croissance de l’entreprise en mettant en évidence les enjeux et les limites.  Le produit intérieur brut (PIB) est un outil de mesure de la richesse d’un pays. Il correspond à la somme des valeurs ajoutées réalisées par les agents économiques résidant dans un pays. Le taux de croissance peut être défini comme le taux de variation du PIB, exprimé en pourcentage sur une période donnée.  Les rythmes de croissance sont très différents d’un pays à l’autre et dépendent du niveau de développement de chaque pays. L’analyse de l’évolution n’a de sens qu’à l’intérieur d’un groupe cohérent. Les pays les moins développés ont un rythme de croissance différent. La comparaison entre les différents groupes reste difficile à établir.  L’outil de mesure a des limites : le PIB ne prend pas en compte certaines données sociales et environnementales. Il existe d’autres agrégats qui permettent une approche plus fine de cette notion de croissance : l’IDH (indice de développement humain), et le PIB vert par exemple.  Cette analyse offre l’opportunité de présenter les notions de niveau de vie et de pouvoir d’achat et de montrer leur lien avec les notions de croissance et de développement.  L’objectif du développement durable est de répondre aux besoins des générations du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. Ce concept est au cœur d’un nouveau projet de société permettant de remédier aux excès et aux dysfonctionnements du mode de développement de nos économies contemporaines.  Il convient de s’interroger sur la notion de durabilité, en se limitant à identifier les trois piliers et les enjeux du développement durable et à repérer les actions mises en place par les organisations, au niveau national ou international, pour le favoriser. |

**Thème N°2 - La création de richesses et la croissance économique** **E1T2ST22**

|  |  |
| --- | --- |
| 2.2 La dynamique de la croissance  1. Les facteurs de la croissance  2. Les firmes multinationales dans le monde | |
| Contenus/ Objectifs | Compétences |
| ◆Analyser les facteurs de la croissance (travail, capital et progrès technique)  ◆Mettre en évidence le rôle prépondérant du progrès technique comme déterminant de la pérennité de la croissance  ◆Montrer les limites d’une croissance extensive en démontrant l’importance de la qualité de la croissance grâce à des investissements auxquels l’État contribue. (ex : formation, RD)  ◆Repérer la place prépondérante occupée par les multinationales dans la dynamique de la croissance | ◆Identifier et caractériser les contributions respectives des facteurs d’offre de la croissance  ◆Caractériser les facteurs de développement économique  ◆ Repérer et analyser les flux d’IDE  ◆Analyser les effets des stratégies des firmes multinationales sur les pays d’accueil et sur les pays d’origine. |
| PRE-REQUIS BAC PRO | |
| Idem Thème 2 partie 21 :  4 – 3 La croissance et le développement économiques  La croissance économique et ses indicateurs  Le développement durable | Champ de connaissances  Les finalités de la croissance  Le niveau de vie  La notion de pouvoir d’achat  Le PIB comme indicateur de la croissance économique et ses limites  La notion de développement  Les indicateurs de développement (IDH)  La durabilité du développement  Indications complémentaires  La croissance de l’entreprise est étudiée comme préalable à celle de la croissance économique. À partir de sa mesure, on indique les principales modalités de la croissance de l’entreprise en mettant en évidence les enjeux et les limites.  Le produit intérieur brut (PIB) est un outil de mesure de la richesse d’un pays. Il correspond à la somme des valeurs ajoutées réalisées par les agents économiques résidant dans un pays. Le taux de croissance peut être défini comme le taux de variation du PIB, exprimé en pourcentage sur une période donnée.  Les rythmes de croissance sont très différents d’un pays à l’autre et dépendent du niveau de développement de chaque pays. L’analyse de l’évolution n’a de sens qu’à l’intérieur d’un groupe cohérent. Les pays les moins développés ont un rythme de croissance différent. La comparaison entre les différents groupes reste difficile à établir.  L’outil de mesure a des limites : le PIB ne prend pas en compte certaines données sociales et environnementales. Il existe d’autres agrégats qui permettent une approche plus fine de cette notion de croissance : l’IDH (indice de développement humain), et le PIB vert par exemple.  Cette analyse offre l’opportunité de présenter les notions de niveau de vie et de pouvoir d’achat et de montrer leur lien avec les notions de croissance et de développement.  L’objectif du développement durable est de répondre aux [besoins](http://fr.wikipedia.org/wiki/Besoin) des générations du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. Ce concept est au cœur d’un nouveau projet de société permettant de remédier aux excès et aux dysfonctionnements du mode de développement de nos économies contemporaines.  Il convient de s’interroger sur la notion de durabilité, en se limitant à identifier les trois piliers et les enjeux du développement durable et à repérer les actions mises en place par les organisations, au niveau national ou international, pour le favoriser. |

**Thème N°3 - La répartition des richesses** **E1T3ST31**

|  |  |
| --- | --- |
| 3.1 Les inégalités de revenus et de patrimoine des ménages  1. Le partage inégal des revenus et du patrimoine des ménages  2. La formation des salaires | |
| Contenus/ Objectifs | Compétences |
| ◆Identifier l’origine et les composantes des revenus primaires des ménages; constater la part et l’évolution de chaque composante  ◆Exposer les mécanismes de la redistribution et définir le revenu disponible  ◆Souligner les inégalités de revenu disponible en s’appuyant sur des outils statistiques  ◆Montrer que la croissance ne réduit pas forcément les inégalités et la pauvreté (constat dans les pays développés)  ◆Identifier les facteurs économiques et sociaux à l’origine de la formation des salaires et des inégalités salariales  ◆Caractériser l’intervention des états des pays développés en matière salariale (rôle du SMIC en France) | ◆Décrire et caractériser la répartition des revenus et du patrimoine  ◆Analyser les modalités de formation des salaires  ◆Analyser les inégalités de revenus dans les pays développés |
| PRE-REQUIS BAC PRO | |
| 4 – 2 La création de richesse par l’entreprise  Les enjeux du partage de la valeur ajoutée  6 – 3 Les revenus, leur répartition et la redistribution  Les revenus et leur répartition  La redistribution | Champ de connaissances  Les bénéficiaires du partage de la valeur ajoutée  L’évolution du partage de la valeur ajoutée  Indications complémentaires  L’accroissement de la valeur ajoutée permet une augmentation des revenus supplémentaires à distribuer aux deux grands bénéficiaires : le facteur capital et le facteur travail. Les conséquences du partage de la valeur ajoutée sont à la fois économiques et sociales. Au plan économique le niveau de la valeur ajoutée interfère sur les flux de consommation et d’investissement. Une augmentation de la part de valeur ajoutée accordée au travail favorise la consommation. Une plus grande part de valeur ajoutée accordée au capital et à l’entreprise peut favoriser l’investissement et le maintien d’un système productif technologiquement à la pointe. Il convient d’aborder les conséquences d’une répartition déséquilibrée entre la valorisation du facteur travail et des taux d’intérêts ou des dividendes trop élevés. Le partage de la valeur ajoutée doit satisfaire à des critères d’équité et de justice sociale. L’intervention de l’État dans la répartition de la valeur ajoutée est justifiée par le constat d’inégalités économiques et sociales (inégalités de revenus, de patrimoines, de niveau de vie, accroissement de la précarité et de la pauvreté) et par des objectifs politiques d’augmentation des capacités de production ou de relance de la croissance par la consommation.  Champ de connaissances  La notion de revenu  La typologie des revenus  Les inégalités de revenu  Les objectifs de la redistribution  Les modalités de la redistribution  Indications complémentaires : la répartition primaire des revenus, issue de la participation à l’activité économique, génère des inégalités de revenus. L’État et les pouvoirs publics, garants de la justice sociale, interviennent en mettant en place des mécanismes redistributifs visant à corriger certaines inégalités. Il s’agit d’abord de présenter les revenus puis d’étudier la redistribution des richesses opérée par l’État.  Les revenus des ménages sont issus de deux répartitions. La répartition primaire correspond à la distribution de la valeur ajoutée réalisée par le marché et donne naissance aux revenus primaires. La répartition secondaire ou redistribution, opérée par les pouvoirs publics, conduit à la formation des revenus de transfert. Revenus primaires et revenus de transfert constituent le revenu disponible brut. Après avoir différencié revenus primaires et revenus de transfert, on présente les différentes origines des revenus primaires (revenus du travail, revenus de la propriété) ainsi que les principaux revenus de transfert.  La redistribution des richesses est organisée dans une optique différente en fonction des missions que l’État s’assigne. L’objectif peut être social (assurer une certaine solidarité) ou économique (maintenir le pouvoir d’achat), leur réalisation se fait grâce aux prélèvements obligatoires.  L’analyse se limite à repérer les objectifs de la politique de redistribution : correction des inégalités et protection individuelle. Les modalités sous forme monétaire sont étudiées (RSA, allocations, par exemple) et non monétaire (biens publics). La protection contre les risques sociaux est abordée en se limitant aux principaux : chômage, maladie, vieillesse. |

**Thème N°3 - La répartition des richesses** **E1T3ST32**

|  |  |
| --- | --- |
| 3.2 La politique de redistribution  1. Objectifs et instruments de la redistribution  2. L’efficacité économique et sociale de la redistribution | |
| Contenus/ Objectifs | Compétences |
| ◆Identifier les objectifs de la redistribution  ◆Les distinguer selon qu’ils répondent à une logique de solidarité ou à une logique d’assurance  ◆Caractériser les différents instruments de la politique de redistribution :  - analyser le rôle de la fiscalité  - préciser la double logique du système de protection sociale (solidarité → redistribution verticale  assurance→ redistribution horizontale)  - mettre en évidence le rôle des services publics  ◆Apprécier l’efficacité de la politique de redistribution : aspects positifs sur le plan éco et social  ◆Identifier les limites et les contraintes (nationales et européennes) qui pèsent sur la politique de redistribution et qui justifient sa remise en cause et sa réforme  ◆Exposer les principes fondamentaux des réformes des systèmes de retraite et de santé | ◆Caractériser et analyser les différents instruments de la redistribution en France  ◆Repérer les justifications et les orientations de réformes de la politique de redistribution |
| PRE-REQUIS BAC PRO | |
| 4 – 2 La création de richesse par l’entreprise  Les enjeux du partage de la valeur ajoutée  6 – 3 Les revenus, leur répartition et la redistribution  Les revenus et leur répartition  La redistribution | Champ de connaissances  Les bénéficiaires du partage de la valeur ajoutée  L’évolution du partage de la valeur ajoutée  Indications complémentaires  L’accroissement de la valeur ajoutée permet une augmentation des revenus supplémentaires à distribuer aux deux grands bénéficiaires : le facteur capital et le facteur travail. Les conséquences du partage de la valeur ajoutée sont à la fois économiques et sociales. Au plan économique le niveau de la valeur ajoutée interfère sur les flux de consommation et d’investissement. Une augmentation de la part de valeur ajoutée accordée au travail favorise la consommation. Une plus grande part de valeur ajoutée accordée au capital et à l’entreprise peut favoriser l’investissement et le maintien d’un système productif technologiquement à la pointe. Il convient d’aborder les conséquences d’une répartition déséquilibrée entre la valorisation du facteur travail et des taux d’intérêts ou des dividendes trop élevés. Le partage de la valeur ajoutée doit satisfaire à des critères d’équité et de justice sociale. L’intervention de l’État dans la répartition de la valeur ajoutée est justifiée par le constat d’inégalités économiques et sociales (inégalités de revenus, de patrimoines, de niveau de vie, accroissement de la précarité et de la pauvreté) et par des objectifs politiques d’augmentation des capacités de production ou de relance de la croissance par la consommation.  Champ de connaissances  La notion de revenu  La typologie des revenus  Les inégalités de revenu  Les objectifs de la redistribution  Les modalités de la redistribution  Indications complémentaires  La répartition primaire des revenus, issue de la participation à l’activité économique, génère des inégalités de revenus. L’État et les pouvoirs publics, garants de la justice sociale, interviennent en mettant en place des mécanismes redistributifs visant à corriger certaines inégalités. Il s’agit d’abord de présenter les revenus puis d’étudier la redistribution des richesses opérée par l’État.  Les revenus des ménages sont issus de deux répartitions. La répartition primaire correspond à la distribution de la valeur ajoutée réalisée par le marché et donne naissance aux revenus primaires. La répartition secondaire ou redistribution, opérée par les pouvoirs publics, conduit à la formation des revenus de transfert. Revenus primaires et revenus de transfert constituent le revenu disponible brut. Après avoir différencié revenus primaires et revenus de transfert, on présente les différentes origines des revenus primaires (revenus du travail, revenus de la propriété) ainsi que les principaux revenus de transfert.  La redistribution des richesses est organisée dans une optique différente en fonction des missions que l’État s’assigne. L’objectif peut être social (assurer une certaine solidarité) ou économique (maintenir le pouvoir d’achat), leur réalisation se fait grâce aux prélèvements obligatoires.  L’analyse se limite à repérer les objectifs de la politique de redistribution : correction des inégalités et protection individuelle. Les modalités sous forme monétaire sont étudiées (RSA, allocations, par exemple) et non monétaire (biens publics). La protection contre les risques sociaux est abordée en se limitant aux principaux : chômage, maladie, vieillesse. |

**Thème N°4 - Le financement des activités économiques E2T4ST41**

|  |  |
| --- | --- |
| 4.1 Les différentes modalités de financement | |
| Contenus/ Objectifs | Compétences |
| ◆ Distinguer financement interne et externe  ◆ Distinguer marché monétaire et marché financier  ◆ Distinguer financement direct et financement indirect | ◆ Identifier et comparer les divers modes de financement des activités économiques.  ◆ Analyser les différentes fonctions du marché financier. |
| PRE-REQUIS BAC PRO | |
| AUCUN |  |

**Thème N°4 - Le financement des activités économiques E2T4ST42**

|  |  |
| --- | --- |
| 4.2 Le marché financier et son rôle économique | |
| Contenus/ Objectifs | Compétences |
| ◆ Le financement des agents et l’allocation des ressources  ◆ La liquidité des titres et l’évaluation des actifs | ◆ Identifier et comparer les divers modes de financement des activités économiques.  ◆ Analyser les différentes fonctions du marché financier. |
| PRE-REQUIS BAC PRO | |
| AUCUN |  |

**Thème N°4 - Le financement des activités économiques E2T4ST43**

|  |  |
| --- | --- |
| 4.3 Les institutions financières et leur rôle | |
| Contenus/ Objectifs | Compétences |
| ◆ L’intermédiation financière et la spécificité de l’activité bancaire  ◆ Des relations de complémentarité avec le marché financier | ◆ Caractériser et analyser le rôle des institutions financières dans le financement de l’économie.  ◆ Mettre en évidence les relations de complémentarité et d’interdépendance qui existent entre les institutions financières et le marché financier dans le financement de l’économie et de la croissance. |
| PRE-REQUIS BAC PRO | |
| AUCUN |  |

**Thème N°5 - La politique économique dans un cadre européen** **E2T5ST51**

|  |  |
| --- | --- |
| 5.1 L’appréciation de la situation économique | |
| Contenus/ Objectifs | Compétences |
| ◆ La situation économique  ◆L’appréciation par les agents économiques | ◆ Exploiter une note de conjoncture.  ◆Analyser une situation économique donnée en distinguant les éléments conjoncturels des éléments structurels.  ◆Comparer et interpréter des situations conjoncturelles nationales dans l’espace européen. |
| PRE-REQUIS BAC PRO | |
| AUCUN |  |

**Thème N°5 - La politique économique dans un cadre européen** **E2T5ST52**

|  |  |
| --- | --- |
| 5.2 La mise en œuvre des politiques économiques | |
| Contenus/ Objectifs | Compétences |
| ◆ Les politiques économiques  ◆La politique conjoncturelle  ◆La politique structurelle  ◆Les limites à l’efficacité des  politiques économiques | ◆ Interpréter les mécanismes à l’œuvre dans les politiques économiques.  ◆Repérer les limites des politiques économiques nationales.  ◆Analyser les conséquences de mesures de politique économique sur la situation économique.  ◆Identifier les effets d’une politique annoncée sur l’activité de l’entreprise. |
| PRE-REQUIS BAC PRO | |
| 6 - 2 La régulation de l’activité économique par les autorités publiques   La notion de politique économique  La lutte contre les déséquilibres | Indications complémentaires  Il s’agit d’étudier les objectifs et les moyens de l’intervention des pouvoirs publics dans la sphère économique nationale, en tenant compte de son intégration dans l’Union européenne. Cette intervention a pour but d’agir sur une situation de déséquilibre durable sur les marchés, de favoriser la croissance nationale ou de corriger ses effets sur l’environnement ou sur la répartition de ses fruits. Elle se situe dans le cadre d’actions concertées appelées politiques économiques.  Il convient tout d’abord de définir, au moyen d’exemples, la notion de politique économique et d’en présenter les objectifs : croissance économique, plein emploi, stabilité des prix, équilibre des comptes extérieurs. On distingue ensuite la politique conjoncturelle de la politique structurelle. La politique conjoncturelle stabilise l’activité économique à court terme et utilise comme principaux leviers la politique budgétaire et la politique monétaire. La politique structurelle cherche à établir durablement les conditions de compétitivité de l’économie nationale et à favoriser la croissance et le développement à plus long terme. Il convient d’éviter tout développement théorique relatif à ce champ de connaissance  Sur le marché des biens et services marchands, l’évolution du niveau du prix d’équilibre peut être révélatrice d’un dysfonctionnement, tel l’inflation. Il faut essentiellement montrer les causes de l’inflation par l’offre, la demande et par le rôle des structures de marché, notamment les coûts, les causes monétaires n’étant pas abordées. L’observation portera sur des exemples simples et clairement identifiés comme étant générateurs d’inflation.  Le chômage est lié à une ou plusieurs défaillances sur le marché du travail. L’analyse conduit à définir la notion de chômage, ses caractéristiques et son caractère non homogène. L’observation de quelques indicateurs du chômage en France et à l’étranger permet de repérer les domaines où les dysfonctionnements sont les plus sensibles. Des exemples concrets permettent de montrer que le chômage ne touche pas uniformément les différents secteurs de l’économie et qu’il peut y avoir simultanément déficit et excès de demande et d’offre, l’ensemble générant un déséquilibre global sur le marché du travail. |

**Thème N°6 - La gouvernance de l’économie mondiale** **E2T6ST61**

|  |  |
| --- | --- |
| 6.1 La régulation du marché mondial des biens et services | |
| Contenus/ Objectifs | Compétences |
| ◆ Les enjeux d’une organisation  du commerce mondial  ◆Les principes de fonctionnement  de l’Organisation Mondiale du  Commerce  ◆Les limites à la gouvernance  des échanges mondiaux | ◆ Identifier les instruments de régulation du commerce mondial.  ◆Identifier et analyser les limites de l’OMC dans la gouvernance de l’économie mondiale.  ◆Analyser un litige commercial et son règlement par l’ORD. |
| PRE-REQUIS BAC PRO | |
| AUCUN |  |

**Thème N°6 - La gouvernance de l’économie mondiale** **E2T6ST62**

|  |  |
| --- | --- |
| 6.2 La coopération internationale, une offre de biens publics mondiaux | |
| Contenus/ Objectifs | Compétences |
| ◆ La notion de bien public mondial  ◆ La gestion d’un bien public mondial | ◆ Caractériser un bien public mondial.  ◆ Analyser les modes de gestion associés à ces biens et leurs impacts sur l’activité économique.  ◆ Analyser les actions mises en œuvre par les organisations économiques internationales. |
| PRE-REQUIS BAC PRO | |
| AUCUN |  |